

Le 20 mai 2015

Monsieur Jean-Marc Fournier
Leader parlementaire du gouvernement
Cabinet du leader parlementaire du gouvernement
Édifice Pamphile-Le May, 1^{er} étage, bureau 1.39
1035, rue des Parlementaires
Québec (Québec) G1A 1A4

Cher collègue,

Le 21 avril 2015, le député de Rousseau déposait une pétition adressée à l'Assemblée nationale demandant d'amender le projet de loi 28 pour que les pharmaciens propriétaires puissent conserver les ressources nécessaires au maintien des services en pharmacie.

Rappelons que le projet de loi 28, concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016, a été déposé à l'Assemblée nationale le 26 novembre 2014. De nombreux groupes et associations se sont prononcés sur le projet de loi lors des consultations particulières tenues par la Commission des finances publiques du 23 janvier au 11 février 2015. Certains amendements au projet de loi ont été déposés, le 20 avril 2015, le jour de son adoption par l'Assemblée nationale.

L'adoption du projet de loi permet au ministre de la Santé et des Services sociaux de réduire le montant de certains honoraires consentis aux pharmaciens propriétaires à défaut d'une entente avec l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires. Les services visés par cette baisse d'honoraires sont la mise en pilulier, le service de médicaments à haut volume d'utilisation ainsi que le service de médicaments pour moins de sept jours. Une telle mesure s'imposait dans le contexte où la croissance annuelle moyenne du coût des honoraires des pharmaciens, dans le régime public d'assurance médicaments, a été de l'ordre de 7,6 % alors que la croissance annuelle moyenne du coût des médicaments s'est limitée à 0,6 %, de 2007-2008 à 2013-2014, le montant versé en honoraires aux pharmaciens, dans le régime public, est passé de 785 M\$ à 1 219 M\$.

... 2

Ces réductions d'honoraires permettront à la Régie de l'assurance maladie du Québec d'économiser annuellement 130 M\$. Il convient de souligner que le projet de loi 28 ne remet nullement en question la pertinence du recours au pilulier, lorsque des motifs d'ordre thérapeutique le requièrent. Les modifications proposées s'inscrivent plutôt dans une volonté de réorienter progressivement la rémunération des pharmaciens propriétaires vers des services professionnels à plus haute valeur ajoutée.

Dans cet esprit, l'adoption du projet de loi 28 permet la mise en vigueur, soixante jours après sa sanction, des modifications à la Loi sur la pharmacie, adoptées en décembre 2011, ainsi que des modifications réglementaires qui en découlent. Les pharmaciens pourront alors réaliser de nouvelles activités professionnelles et celles-ci seront désormais couvertes par le Régime général d'assurance médicaments. Ainsi, l'ensemble de la population québécoise aura accès à ces nouvelles activités professionnelles.

Veillez agréer, cher collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre,



Carlos Leitão